

L'Adresse—M^{lle} MacDonald

course de l'avenir. Si nous sommes incapables de tenir bon et de rattraper le temps perdu d'ici à cinq ans, pour le Canada la course sera terminée. Nous devons redonner du travail aux Canadiens et leur permettre de conserver ce travail.

Cela suppose deux objectifs. D'abord, supprimer les obstacles à la croissance économique. Nous ferons bon accueil aux investissements. Nous allons faire en sorte que le Canada soit de nouveau considéré comme un bon endroit pour investir. Nous allons mieux bâtir et mieux vendre. Nous allons gérer nos propres affaires, surtout notre économie, d'une façon professionnelle et compétente. Autrement dit, nous allons renforcer la confiance ici et à l'étranger, la confiance dans le Canada lui-même et dans la capacité de ses citoyens.

Jeudi dernier, le ministre des Finances (M. Wilson) a insisté sur l'exploitation de nos ressources économiques. Je pourrais dire que dans ce seul exposé nous avons entendu plus de bonnes vérités économiques que depuis quatre ans et demi, quel qu'ait été le ministre des Finances en poste.

Si la première condition nécessaire à la création d'emplois pour tous les Canadiens est le développement économique, la deuxième est la mise en valeur de nos ressources humaines. En fait, ce sont deux choses indissociables. Dans une économie en pleine expansion, si nous ne donnons pas aux gens les compétences voulues, nous ne pourrons pas pourvoir les postes, et sans ces emplois nous ne pourrons créer de nouveaux débouchés.

Le monde du travail évolue. De même que le lieu de travail. A l'avenir, il se pourrait que la façon de faire les choses et les choses elles-mêmes changent plus qu'une ou deux fois au cours d'une vie active. Les compétences requises vont aussi évoluer. Voilà pourquoi il faut les améliorer et les perfectionner sans cesse. Chaque travailleur canadien, jeune ou vieux, homme ou femme, doit considérer que la formation et le recyclage fait partie de sa vie professionnelle.

Voilà, c'est une réalité courante. L'époque où il suffisait d'aller à l'école pour acquérir des connaissances et occuper le même emploi pendant trente ou quarante ans, cette époque est révolue. Dans l'ère de l'informatique qui s'impose rapidement, les connaissances d'aujourd'hui ne sont qu'un prélude à celles de demain et non une fin en soi. C'est toute la société et chaque individu qui doit être prêt à accepter ce fait et en relever le défi.

C'est de toute évidence une entreprise monumentale. Selon certaines prévisions, 5 p. 100 de notre PNB sera consacré chaque année à la formation et au recyclage. Il va sans dire que cette tâche est énorme et que les délais en cause sont très brefs. Pratiquement rien n'a été fait pour préparer notre société à relever le défi que représente le perfectionnement des ressources humaines. Cependant, notre gouvernement est déterminé à rattraper le temps perdu.

L'énormité et la complexité de cette tâche exigeront la collaboration et la détermination de tous les secteurs de notre société. Les décisions unilatérales de l'ancien temps n'ont plus cours. Pour faire face à cet enjeu, j'ai déjà lancé un processus de consultation. Dans les mois à venir, je vais m'entretenir avec les ministres provinciaux, les chefs d'entreprises et les dirigeants syndicaux, ainsi qu'avec certains groupes locaux. Puisque ce problème touche tout le monde, nous devons chercher à le résoudre ensemble.

Il est manifeste que nous devons consulter les provinces. L'enseignement fondamental, qui sert de base à notre vie active, est du ressort des provinces, comme la plupart des programmes d'enseignement postsecondaire. Le rôle des collèges communautaires et des écoles techniques s'accroît déjà et deviendra encore plus important d'ici quelques années.

La formation et le recyclage ne commencent ni ne finissent dans les salles de classe. Les gouvernements ne peuvent pas en être les seuls responsables. L'industrie a grandement intérêt à participer à la formation de la population active. La formation constituera une partie continue du travail et si l'industrie est prête à en partager la responsabilité, le gouvernement partagera le coût de cet investissement humain.

A l'avenir, formation et recyclage ne seront pas limités aux écoles et aux établissements scolaires, mais ils se dérouleront également à l'atelier et au bureau. Ne serait-ce que pour cette raison, la participation des syndicats sera nécessaire.

La main-d'œuvre a un rôle encore plus grand à jouer. Le mouvement syndical au Canada a contribué à façonner notre vie. Il continuera à le faire au fur et à mesure où nous relèverons les défis de demain. La participation des travailleurs peut nous aider à tirer le meilleur parti des possibilités qu'offre le progrès technique, grâce à de meilleures conditions de travail ou à une nouvelle égalité en milieu de travail.

Les objectifs que nous poursuivons sont fondamentaux. Nous devons nous assurer que nous avons une main-d'œuvre qualifiée, capable de répondre aux besoins de demain. Nous devons stimuler la croissance économique, force dynamique qui favorise la création de nouveaux emplois. Nous devons également assurer l'égalité des chances, l'égalité dans les concours et l'accès aux emplois. Nous devons relever un défi national et nous aurons besoin d'un engagement national pour y parvenir.

Le gouvernement fédéral a signalé qu'il était résolu à faire sa part pour relever ce défi et respecter cet engagement. Nous avons déjà prévu l'affectation de crédits supplémentaires de un milliard au titre de l'expansion de l'emploi. Toutefois, nos engagements visent la population même; il ne s'agit pas que de fournir des fonds. Quand je parle d'investissements dans nos ressources humaines, je songe aux groupes défavorisés dans notre société, aux groupes qui ont besoin d'un engagement particulier.

● (1540)

Je voudrais n'en mentionner que trois: les jeunes, les travailleurs âgés et les femmes. Le chômage parmi les jeunes est un drame. De nombreux jeunes Canadiens manquent encore de formation et d'expérience pratique. Ils ont du mal à décrocher un premier emploi. Ils doivent prouver leur valeur et leur compétence. Il faut leur donner la chance de se réaliser. Pour remédier au chômage parmi les jeunes, il ne suffit pas de faire des dépenses à l'aveuglette. Qu'arrive-t-il quand nos jeunes quittent l'école? Comment pouvons-nous les aider à faire la transition entre l'école et le monde du travail? Que dire de ceux qui ne poursuivent pas d'études postsecondaires?

Nous envisageons, monsieur le Président, certaines solutions qui seront exposées dans un mémoire sur la formation que je publierai sous peu. On y insiste particulièrement sur des mesures de formation en collaboration et sur l'apprentissage. La formation chez l'employeur est une autre méthode qui mérite